

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité Administrative  
Bât. A  
24016 Périgueux

Périgueux, le 27/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET TRAITEMENT D'ORDURES MENAGERES DE NONTRON**

Bois des Charrets  
BP 41  
24300 Saint-Front-Sur-Nizonne

Références : DD/UbD24-47/033/2026

Code AIOT : 0005212238

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET TRAITEMENT D'ORDURES MENAGERES DE NONTRON implanté 247 impasse Bois des Charrets 24300 Saint-Front-sur-Nizonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET TRAITEMENT D'ORDURES MENAGERES DE NONTRON
- 247 impasse Bois des Charrets 24300 Saint-Front-sur-Nizonne
- Code AIOT : 0005212238
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Saint-Front-sur-Nizonne est située au lieu-dit « Bois de Charrets », sur le territoire de la même commune. En 1995, sa surface déclarée était inférieure à 2 500 m<sup>2</sup>.

L'exploitation, classée sous la rubrique 268 bis des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), a fait l'objet d'un récépissé de déclaration en date du 6 mars 1995, au profit du SICTOM de Nontron (Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères).

À la suite des modifications de la nomenclature ICPE (décrets du 20 mars 2012 et 2018-458), cette installation relève désormais :

- Du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2710.2 (déchets non dangereux).
- Du régime déclaratif pour la rubrique 2710.1 (déchets inertes).

Un récépissé d'antériorité a été délivré le 22 juillet 2013 au SMCTOM de Nontron (Syndicat Mixte de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères), confirmant la régularisation de son exploitation sous les nouveaux régimes.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Prévention des chutes et collisions.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > I.	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 8	Sans objet
3	Cloûture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Sans objet
4	Accessibilité.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16	Sans objet
5	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Sans objet
7	Stockage rétention.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > IV.	Sans objet
8	Réception et entreposage.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42 > I.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déchèterie se situe au sein d'une zone clôturée englobant d'autres activités, notamment celles du SMD3, ce qui a permis de mutualiser certains moyens tels que la gestion des eaux et la défense incendie.

L'organisation mise en place permet de gérer les accès et le dépôt des déchets faits par les usagers.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité de l'installation.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité de l'installation.
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un plan des installations de la déchèterie de Saint-Front-sur-Nizonne datant de 1995, qui n'a pas été actualisé depuis. Pourtant, l'inspection a relevé des aménagements récents non reportés sur ce document, comme une zone de collecte pour les articles de sport et de loisirs, ainsi que des bennes supplémentaires pour le bois et la ferraille.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra mettre à jour le plan de masse des installations de Saint Front sur Nizonne et le transmettre à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Surveillance de l'installation.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'installation.
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.
<b>Constats :</b>  L'exploitation du site se fait sous la responsabilité d'une personne désignée. Aucun stockage définitif de produits dangereux n'est fait sans son accord. L'utilisateur dépose les déchets dangereux à l'entrée du local de stockage des déchets dangereux dans des bacs

temporaires et le responsable du site se charge de les déposer dans les bennes adéquates
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Clôture de l'installation.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture de l'installation.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La déchèterie se situe au sein d'une zone clôturée englobant d'autres activités notamment celles du SMD3.</p> <p>Les heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale du site (entrée commune avec le SMD3).</p> <p>L'accès à la déchèterie est strictement réservée aux détenteurs d'un badge, disponible en trois versions selon le profil : usager, professionnel ou collectivité. Afin de garantir la sécurité et l'organisation des flux, le site est limité à trois véhicules en même temps.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Accessibilité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.</p> <p>Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site.</p> <p>[...]</p> <p>Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La limitation de vitesse est rappelée à l'entrée du site.</p> <p>La circulation en haut de quai nécessite des manœuvres des usagers pouvant être délicates notamment en cas de véhicules attelés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations a constaté la présence d'une bache à incendie de 120 m<sup>3</sup> à moins de 100 m sur le site du SMD3, d'un poteau incendie sur la voirie d'accès et d'extincteurs sur le site</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Prévention des chutes et collisions.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des chutes et collisions.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. [...] Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p>
<b>Constats :</b>

<p>Le haut des quais est muni de gardes corps au niveau des bennes déchets.  Toutefois, au niveau de la benne "plastique", le garde corps a été remplacé par une chaîne.  La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, n'est pas accessible aux usagers.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La chaîne présente au droit de la benne "plastique" devra être remplacée par un garde corps.  L'exploitant devra signaler le risque de chute.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 7 : Stockage rétention.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 &gt; IV.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage rétention.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon l'exploitant, le réseau EP de la déchèterie est raccordé au séparateur à hydrocarbures commun avec le réseau du SMD3.  L'entretien et la surveillance des rejets sont assurés par le SMD3.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Réception et entreposage.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42 &gt; I.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Réception et entreposage.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets non dangereux sont déposés directement dans des bennes.  L'affectation des différentes bennes est clairement indiquée par un affichage approprié</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------